



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 13 février 2018

LES EFFETS DESTRUCTEURS DES DÉCISIONS DE MACRON

La suppression des contrats aidés décidée par le gouvernement Philippe/Macron aura pour conséquence la disparition de 23 000 emplois à La Réunion. Leur nombre tombera à 11 000 cette année et à zéro en 2019. La plupart de ces contrats étaient utilisés par les communes pour l'entretien des espaces verts, les tâches techniques et d'accompagnement des élèves dans les écoles, mais aussi par les associations de quartiers.

Que vont devenir tous ces salariés ? Macron et son gouvernement n'en ont cure. Il ne vise avec la suppression de ces centaines de milliers d'emplois au niveau national qu'à réaliser des économies au détriment des travailleurs les plus pauvres et les moins formés. Pour donner le change, il annonce la mise en place d'un plan de formation renforcé. Mais pour déboucher sur quoi de concret ? Les entreprises n'embauchent pas. Elles licencient à tout va, à commencer par les plus grosses et les plus riches : Carrefour, Arcelor Mittal, Sanofi, Vivarte... et les banques !

Vaste entourloupe où les salariés les plus précarisés se voient, peu à peu, éjectés du monde du travail et réduits à la misère avec juste un RSA pour survivre.

La CGTR dénonce cette agression caractérisée contre le monde du travail. Elle milite pour que tous et toutes aient un travail qui leur permette de vivre (le SMIC à 1800 € net). Il faut pour donner à chacun un travail diviser le travail entre tous, réduire la durée hebdomadaire du travail à 32 heures.

Cesser les cadeaux au patronat sous toutes ses formes et utiliser l'argent de l'Etat pour permettre aux services publics de fonctionner normalement et répondre aux attentes de la population laborieuse.

En fait il faut faire l'inverse de la politique menée par Macron et ses ministres. Mais cela, seule l'action collective des travailleurs permettra de le leur imposer !

COMMUNE DE SAINT BENOÎT : NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET NON À LA POLYVALENCE !



La politique de casse de l'emploi du gouvernement se décline localement à Saint Benoît de la manière suivante : fin de 89 contrats aidés sur 132 en ce début d'année dans cette commune et décision du maire et de son équipe, « Macron compatibles », d'imposer la polyvalence à tout va au personnel travaillant dans les écoles.

Sans discussion, la hiérarchie décide que les surveillants de cour auront aussi pour tâches de servir les repas, de faire la plongée et de nettoyer les salles de restauration, y compris pour les employés âgés et malades.

C'est la seule solution imaginée par Fruteau pour compenser la suppression des contrats aidés. Les agents communaux ne l'entendront pas,

espérons-le, de cette oreille et exigerons le maintien des effectifs tels qu'ils étaient en 2017. La CGTR, en tout cas, les soutiendra dans toutes les actions qu'ils décideront de mener pour empêcher que leurs conditions de travail se dégradent. L'argent, le gouvernement, l'Etat savent en trouver pour arroser le patronat, pour augmenter le budget militaire (inutile et dangereux). Il n'y a aucune raison pour que les budgets sociaux soient réduits comme peau de chagrin !

RESTAURATION MUNICIPALE SAINT BENOÎT

Les camarades de la cuisine centrale de saint Benoît qui ont fait grève pour défendre leurs avantages acquis depuis le 2 janvier 2018 ont montré dans l'action leur solidarité face à la fratrie Moutoussamy de Régal des Îles, traiteur de la place.

Les camarades ont défendu bec et ongles leurs acquis, mais malheureusement les grévistes n'ont pas pu, malgré leur action, préserver certains points tels que la subrogation en cas de maladie.

Depuis les salariés subissent une vraie répression de la part de ce chef d'entreprise à commencer par le représentant de la section syndicale CGTR, Patrick Lauret. Face à cela toute la CGTR doit rester unie pour s'opposer à ce patron voyou. Autre exemple de recul imposé au personnel : alors que ce patron avait signé un protocole d'accord le 30 janvier acceptant de ne retenir que 6 jours de congés pour fait de grève, il en prélève aujourd'hui 22 sur le contingent 2018, ce qui n'en laisse plus que 3 pour cette année aux salariés.

Une année qui commence donc très mal pour les salariés et le service public de la restauration scolaire à Saint Benoît... mais qui nous l'espérons se terminera très mal pour Moutoussamy !

UN SALE COUP CONTRE LES RETRAITÉS

Comme annoncé par Macron, la hausse de la CSG s'est traduite par une perte sèche pour les retraités en janvier. C'est une diminution de plusieurs dizaines d'euros que nos anciens peuvent constater sur leurs pensions en ce début d'année alors que les prix de première nécessité flambent comme jamais sur les marchés...

La facture sera lourde sur l'année et s'élèvera à plusieurs centaines d'euros. Comme si d'anciens ouvriers payés toute leur vie au SMIC pouvaient être considérés comme des nantis alors que leur pension est inférieure au seuil de pauvreté français !

Ce coup-bas ne doit pas rester sans réaction. La retraite devrait être une période de repos et de confort pour ceux et celles qui ont donné leur courage à des exploiters pendant des décennies. Mais Macron et son gouvernement en ont décidé autrement. Ces représentants politiques du grand patronat n'ont que mépris pour ceux qui travaillent et encore plus pour les retraités qu'ils doivent considérer comme une charge pour la société. Au lieu de prendre sur les profits pour augmenter les salaires, ils ont décidé de prendre sur les retraites pour pouvoir se prévaloir de la baisse des cotisations salariales et d'une petite augmentation corrélative des salaires. Ils font ainsi d'une pierre deux coups. Ils épargnent ainsi les patrons et créent les ingrédients pour monter les retraités contre les actifs.

Les travailleurs et les retraités doivent répondre en luttant en commun contre la baisse de leur pouvoir d'achat et pour l'augmentation générale des salaires et des retraites. C'est cette position que défend notre syndicat.

NON À LA SÉLECTION À L'ENTRÉE DE L'UNIVERSITÉ TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS SOLIDARITÉ!

Lundi 12 février plusieurs dizaines de lycéens et d'étudiants de Saint Paul ont manifesté contre le projet gouvernemental de sélection à l'entrée des facs appelé « Parcours Sup aux cris de « J'ai mon bac, je choisis ma fac ! » et « À bas la sélection ! ».

Dans l'enseignement supérieur, la politique du gouvernement ne consiste pas à augmenter le nombre de places dans les universités. La nouvelle procédure appelée « parcours sup » et la réforme annoncée vont au contraire renforcer la sélection. Là encore, la motivation première est la même que dans le reste de l'éducation : faire des économies.

En France comme à la Réunion, lycéens et étudiants, surtout ceux issus des classes populaires, ont compris que cette réforme leur fermerait encore plus qu'avant les portes de l'enseignement supérieur. En descendant dans la rue, ils montrent qu'ils n'entendent pas se laisser faire. Ils ont raison et la CGTR soutient entièrement leur combat.

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'union régionale est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !